



**POINTS DE VUE  
DÉBATS SCIENTIFIQUES**

Jean-Marc Monteil

# **UNIVERSITÉ ET RECHERCHE : LES ENJEUX DE L'AUTONOMIE**

Les sentiers d'un témoin engagé

**PUG**

Jean-Marc Monteil

# **Université et recherche : les enjeux de l'autonomie**

Les sentiers d'un témoin engagé

**PUG**

leur coût économique et humain intolérable, un péril majeur pour l'équilibre social.

En effet, le lien intergénérationnel, par essence organisé autour de l'action et de l'activité partagées (si l'on veut bien le penser en dehors de ses ressorts affectifs), se délite, le tissu social se déchire et la pensée dichotomique, pensée la plus pauvre, s'installe.

L'espace de production économique exclut beaucoup trop les possibilités de coopérations productives entre les générations. Le service public d'enseignement supérieur, à travers son offre renouvelée, à la fois dans ses contenus et dans son organisation et par la responsabilité que lui impose sa nouvelle autonomie, représente donc un espace à privilégier pour tisser un lien intergénérationnel nouveau.

Dès lors, l'association convenablement territorialisée de la formation initiale et de la formation continue devrait permettre de poursuivre un triple objectif. D'abord, évidemment, celui de continuer à équiper intellectuellement les jeunes de ce pays et de le faire de mieux en mieux, ensuite celui d'assurer un système de vigilance et de réponses expertes par le biais de la formation continue, enfin de restaurer, de développer ou encore de promouvoir une éducation intergénérationnelle par l'apprentissage partagé.

Orientée en direction du développement du plus grand nombre comme facteur d'évolution et de cohésion sociale, adossée aux fondements et aux ressorts éthiques des chercheurs et enseignants-chercheurs, l'université doit trouver là l'expression d'un grand dessein pour promouvoir, à la hauteur des enjeux du moment, une véritable éducation intergénérationnelle. Une éducation où les automatismes de compétences des plus anciens rassurent et se marient avec la créativité et l'expertise non encombrées par les routines des plus jeunes.

## **La recherche un défi permanent**

De la plus amont et fondamentale, sans objectifs calendaires imposés, à la plus avale et finalisée, avec un dispositif calendaire et des coûts évalués, plurielle, la recherche poursuit un seul objectif: le développement économique, social et culturel du pays. Quelle que soit la nature de sa valorisation, technologique, culturelle ou sociale,

qu'elle réponde au besoin social de connaissances et à la connaissance de la connaissance en soi, elle s'exprime aujourd'hui dans le cadre d'une compétition non pas nationale mais internationale marquée par une âpreté sans précédent, et qui va s'intensifiant.

Un certain nombre de pays, dont on ne peut plus dire qu'ils sont émergents, et qui participent au jeu de la recherche et de sa valorisation, présentent des compétences, des capacités, des démographies qui rendent les défis futurs d'une autre nature que les précédents. Dès lors nous sommes engagés dans une véritable compétition qui impose, à l'échelle d'un pays de la taille de la France, de véritables coopérations territoriales entre établissements. L'énergie dépensée dans les quêtes de distinction locale, c'est autant d'énergie distraite de la capacité de répondre aux défis internationaux. Franchir pour nos établissements cette frontière entre distinction et coopération nécessaire, c'est lever une barrière psychologique dont les influences comportementales sont coûteuses en énergie. Y parvenir c'est heureusement reconnaître qu'il n'y a pas de différence de dignité dans les activités qui sont finalisées par la production scientifique. Leur dignité réside d'abord dans leurs qualités avant de s'installer dans le patrimoine commun de connaissances, de savoir et de savoirs faire qu'elles génèrent. Si, dans la plupart des sciences, que l'on nomme facilement et improprement les sciences dures, la reconnaissance est acquise, dans certaines autres, notamment les sciences humaines et sociales (SHS), des stéréotypes un peu tenaces ont pu laisser croire aux esprits les moins informés que la dimension largement cognitive de cet univers de recherche, présentait comme seul destin un destin patrimonial, loin d'un intérêt étendu aux différentes activités économiques et stratégiques. Or, un instant de réflexion centré sur un sujet on ne peut plus opérationnel comme celui de la conquête des marchés dans la compétition internationale permet d'évoquer l'intérêt de ce type de recherche. À valeur technologique équivalente, et toutes choses égales par ailleurs, la réussite d'une opération sur le marché international peut, entre autres causes, dépendre d'une connaissance minimale des ressorts historiques, culturels et comportementaux de celui avec qui l'on négocie. Nous sommes aussi le produit de nos cultures et de notre histoire. C'est pourquoi l'intelligence que nous avons des autres constitue un précieux viatique anthropologique

pour anticiper des comportements et éventuellement construire une proximité plus ou moins chargée d'aménité et susceptible de favoriser une négociation. Que dire d'ailleurs dans cet esprit de la place de la connaissance d'autrui pour conduire dans les grands espaces géopolitiques les négociations les plus ardues ! La responsabilité de la culture universitaire c'est aussi ça.

La recherche et la formation ont un destin lié. Plus la recherche est efficace, qu'elle soit fondamentale ou finalisée (c'est l'espace calendaire qui sépare les découvertes de leurs finalisations), plus elle avance vite. Mais si la recherche sommeille, l'obsolescence guette. Ce qui conduit à poser la question de la pertinence d'un modèle de formation qui consisterait à former des individus de telle sorte qu'ils soient capables de répondre aussitôt à des besoins immédiats.

C'est donc la capacité à modifier des positionnements intellectuels et comportementaux en fonction de l'évolution de l'état du réel dans son rapport aux faits qui doit être l'objectif principal de formation. De ce point de vue, la formation par la recherche demeure le meilleur viatique pour ne pas apprendre à penser de manière normée, dans des dispositifs canoniques où l'incertitude n'est jamais conviée et la reproduction toujours saluée.

C'est dire la responsabilité de l'université pour le futur de la science, de ses produits, de ses applications, de sa diffusion et donc de ses influences sur nos sociétés.

C'est pourquoi, en favorisant la confrontation des points de vue, dans et entre les champs disciplinaires, l'université, organisée autour de ses différences, offre un exceptionnel creuset pour l'élaboration d'une culture dont la richesse n'aura d'égale que l'exigence de partage. Ancrée dans la rigueur scientifique la plus élevée, adossée à une éthique sans faille, la reconnaissance de l'égale dignité des méthodes et des objets de recherche doit garantir la qualité de ce partage. Dès lors, l'enseignement et la diffusion des connaissances ne se réduiront pas au seul espace académique. On ne saurait, en effet, laisser aux grands médias la responsabilité exclusive de répondre au besoin social de connaissance, dont on mesure aujourd'hui à la fois la diversité des expressions et la nécessité d'en éclairer les prolongements comportementaux.

La responsabilité de l'université face à la science, à son appropriation et à sa diffusion est donc immense. En effet, pour présenter un minimum de garantie scientifique, toute conclusion doit être le fruit d'une activité de comparaison, qui réclame, elle-même, qu'en soient définis tous les termes pour réaliser la condition toutes choses égales par ailleurs. Pour porter sur la scène publique les résultats de la recherche, il est nécessaire de s'entourer de précautions méthodologiques avant de se risquer à avancer une conclusion. C'est pourquoi la diffusion des connaissances en direction du grand public devrait s'accompagner d'une communication sur les conditions de leur production. Certes, on s'expose évidemment à la rencontre de problèmes épistémologiques comme ceux de la preuve ou de la causalité, susceptibles d'entretenir de savants et stériles débats, mais c'est un sujet en amont de la diffusion « grand public ». Au-delà, on peut admettre que les connaissances scientifiques sont le fruit de démarches systématiques, où le souci d'administration de la preuve joue un rôle central qui peut conduire, notamment, à se placer dans les conditions les plus défavorables à l'hypothèse que l'on défend pour s'assurer qu'elle résiste à l'épreuve des faits. Il y a là une composante éthique qui s'entend très au-delà des frontières des laboratoires et qui dépasse la seule intime conviction comme espoir de convaincre.

Peut-être n'est-il pas totalement irréaliste de considérer qu'une culture scientifique minimale serait en mesure, dans les milieux professionnels, quelle que soit leur nature, de favoriser un traitement plus lucide de l'information scientifique ou présentée comme telle. Considérer, à l'image d'autres pays, que les cursus des cadres comprennent une formation par la recherche, c'est-à-dire clairement une pratique de la recherche, devrait être naturel. Quelle meilleure culture scientifique en effet que celle liée à la pratique scientifique elle-même?

Que l'on ne se méprenne pas, il n'est pas question de militer pour l'érection d'une cathédrale scientifique dans le but d'abriter un nouvel intégrisme cognitif et comportemental, mais seulement d'attirer l'attention sur le fait que décrire n'est pas expliquer, et que l'assurance d'une conclusion scientifique ne saurait se satisfaire d'interventions qui, comme on l'exprime communément, marchent.

Le citoyen, impliqué qu'il est dans des activités complexes et finalisées par l'urgence pragmatique, doit pouvoir puiser dans l'exemple d'une telle attitude une aide pour distinguer le bon grain de l'ivraie parmi les savoirs qui lui sont proposés, et qui n'indiquent pas, le plus souvent, les voies empruntées pour leur élaboration. Cela, ne serait-ce qu'en raison d'une certaine forme de médiatisation inclinant plus à retenir les interprétations luxuriantes que les analyses prudentes, et vécues comme austères, de la science. Ainsi, du moment que le traitement des problèmes demeure ouvert à l'examen scientifique et ne se ferme pas l'horizon au nom de préconceptions et de prescriptions philosophiques ou épistémologiques a priori, rien, sauf l'ignorance, n'interdit de s'ouvrir aussi aux débats sur la science comme repère pour agir.

C'est une question de fond que celle du devenir des acquis de la science lorsqu'ils ont quitté le laboratoire ou le cercle des spécialistes, et sont assimilés par le savoir commun et soumis aux dynamiques de la pensée quotidienne. La production scientifique n'est pas totalement indépendante de ces dynamiques, et la pensée scientifique devient représentation sociale : elle est transformée par des principes organisateurs qui, eux, ne sont plus scientifiques. Continuer à rester scientifique dans un environnement où ses partenaires ne sont pas, légitimement, animés par des mobiles de nature équivalente, constitue un des objectifs et une des difficultés du métier de chercheur.

Si les problèmes posés par la vie de tous les jours ne peuvent être résolus par la seule science, l'ignorance ou le rejet des démarches scientifiques ne garantissent rien d'autre que cette ignorance et ce rejet. C'est pourquoi, peut-être est-il possible d'envisager un éclectisme éclairé susceptible de mettre en relation des explications différentes pour orienter et guider une pratique.

Une telle conduite suppose acquise et admise l'idée d'un praticien régulièrement informé des développements de la connaissance et des méthodes en relation avec son secteur d'activité. Cette démarche n'est pas sans contrainte, elle impose de considérer comme une nécessité la volonté du praticien de se tenir informé, la volonté des chercheurs à vaincre leurs réticences à diffuser le plus largement et à rendre le plus accessible possible les savoirs qu'ils produisent. Cet enjeu n'est pas de la seule responsabilité individuelle des chercheurs, c'est

aussi celle de l'institution dont ils ressortissent. De ce point de vue, l'université, comme institution de référence, devrait représenter la garantie des propos tenus en son nom.

Lorsque l'on dispose du privilège de pouvoir produire de la connaissance, c'est en effet, ne nous y trompons pas, un privilège, on ne peut évidemment s'exonérer des devoirs qui l'accompagnent. Il nous revient non seulement d'en prendre individuellement et collectivement conscience, mais aussi et surtout de nous donner les moyens de les remplir.

C'est pourquoi nous devons résolument nous engager dans des actions ayant pour objectif de promouvoir une connaissance scientifique également audible pour le plus grand nombre de nos concitoyens. Dans son essence même, l'enseignement universitaire procède et doit procéder plus encore d'une telle démarche.

On ne saurait cependant réduire les devoirs des scientifiques à cette seule démarche, qui, au demeurant, constitue une des dimensions de leur activité professionnelle. Il nous faut aller plus loin et faire partager plus largement à l'opinion et nos méthodes, en tout cas leur esprit, et nos résultats, en tout cas la part de ce qui nous semble possible d'en dire à un moment donné dans un cadre de référence donné. C'est là une œuvre indispensable au développement de la recherche elle-même. Comment imaginer, en effet, que l'ensemble de nos concitoyens soient spontanément disposés à considérer l'importance de l'investissement scientifique, dans toutes les dimensions de la science et de ses objets actuels ou potentiels, si ce à quoi ils accèdent résulte de processus inscrits dans le registre d'un consumérisme où l'ignorance tient lieu de bagage comportemental ?

Or, si dans les démarches de la vie ordinaire il suffit parfois de rencontrer un élément qui correspond à ce que nous pensions pour construire sinon une certitude du moins une assurance, dans la vie scientifique au contraire un élément divergent de nos énoncés conduit à provoquer une saine remise en question. C'est une des vertus de la démarche scientifique que de lutter contre le tropisme cognitif de la simple confirmation de nos hypothèses.

La familiarisation avec la science et ses méthodes dépasse donc, ici encore, le seul cadre de l'académisme pour toucher à des conduites



et des utilités sociales inscrites dans la vie quotidienne. La responsabilité de former et d'informer est aussi faite de cela.

Par ailleurs, et enfin, la formation et la diffusion de la culture scientifique portent également en elles le renouvellement de la recherche. Plusieurs regards convergents sur un même objet dans un cadre pluridisciplinaire peuvent, en effet, n'être pas étrangers à la création d'espaces scientifiques nouveaux ou renouvelés et favoriser l'émergence d'objets de recherche jusqu'alors absents des préoccupations des chercheurs.

Sans conduire à la naissance d'un enseignant-chercheur ou d'un chercheur d'un nouveau type, les enjeux de la science et les défis à relever sont aujourd'hui suffisamment nombreux et importants pour que l'on se fixe l'ambition de porter les savoirs et l'histoire de leur production à la connaissance d'ensembles sociaux de plus en plus en vaste. C'est aussi cela l'université et son honneur.

## Une Europe de l'université

Tous les grands pays en développement rapide, comme l'Inde et la Chine par exemple, font de l'enseignement supérieur et de la recherche la clef de voûte de leur avenir économique. Les enjeux sont donc à réévaluer à l'échelle de la planète, et pour beaucoup d'entre eux ils relèvent d'une compétition intercontinentale. Comment oublier alors que c'est l'université qui est aux racines même de l'Europe, continent au sein duquel la France se déploie ?

À Uppsala, à Cambridge, à Alicante, à Paris, à Leyde, à Bologne, à Coimbra, à Tübingen, voilà des siècles, les esprits les plus brillants, les plus inventifs, les plus humanistes ont inventé l'université. Ainsi s'est édifiée une culture et se sont propagées les sciences et la médecine. La mobilité des hommes et des idées dans cette « Europe universitaire » a pu et su un temps éclairer le monde. Mais aujourd'hui ne sommes-nous pas à la croisée des chemins ?

La montée des nationalismes en Europe, la confusion des croyances et des savoirs, la puissance nouvelle de l'Asie, l'égotisme des USA autant de périls qui réclament de l'espace universitaire européen sa réinvention. Les grandes questions qui se posent à nous aujourd'hui, et qui concernent aussi bien le destin de la planète, les intelligences

artificielles, les sciences de la vie et de la santé, l'oubli de l'histoire et sa réécriture fictionnelle au service des radicalités les plus obscures, montrent que nos sociétés ont de plus en plus besoin de l'université. La « gouvernance » de nos comportements individuels et collectifs, de nos organisations sociales, de nos modes de travail et d'éducation s'en trouvent modifiés et réclament des repères suffisamment partagés pour éclairer les modes d'être en société comme au travail ou en privé.

Or, comptable de la production et de l'accumulation des connaissances comme de leur diffusion et donc de leur partage, l'université est à la racine des évolutions. Aussi doit-elle s'attacher à satisfaire à la fois par sa pratique de la recherche et par sa vocation à diffuser les savoirs, les besoins de connaissances indispensables à l'adaptation de chacun de nous au monde dans lequel nous sommes et serons amenés à vivre. Par la vertu de son universalisme, garante de la disponibilité des savoirs qu'elle produit, transmet et échange sans hiérarchie préétablie mais avec une exigence sans faille de qualité, l'université représente une part essentielle de notre avenir.

La possibilité de relever un tel défi ne saurait tenir à un seul pays. C'est à l'Union européenne de s'en saisir. Adossée à ses universités en mesure de tenir un rôle essentiel à l'intérieur du continent par la fluidité et la liberté des échanges qu'elles entretiennent ou peuvent entretenir, l'Europe doit résolument en faire un objectif politique de premier ordre. Le savoir ne peut avoir de frontières et sa diffusion a vocation à les faire tomber lorsqu'elles existent. Quant à la recherche, insulaire et territorialisée, elle n'aurait de destin que celui de s'éteindre.

Aussi, aujourd'hui, faut-il « faire ensemble » à l'échelle du continent. C'est à la fois une exigence scientifique et de formation, et une ardente obligation pour la liberté de penser et d'agir. Certes, peu d'entre nous se sentent chez eux partout, mais nous devrions partout être accueillis comme chez nous.

Dans cet espace européen, une présence timide de l'université française ne traduirait ni la liberté dont elle se réclame, ni la responsabilité dont elle est investie. C'est l'honneur, le devoir et l'essence même de l'université de favoriser un creuset identitaire commun, riche de nos diversités.



# Table des matières



Avant propos.....	5
-------------------	---

Introduction.....	9
-------------------	---

## **CHAPITRE 1**

Des universités plus autonomes : le temps d'une quête.....	17
--	----

Rupture ou continuité?.....	23
-----------------------------	----

Quelle suite?.....	27
--------------------	----

Une suite sans suites?.....	34
-----------------------------	----

Un rendez-vous manqué?.....	39
-----------------------------	----

Un improbable avènement.....	42
------------------------------	----

## **CHAPITRE 2**

Le temps des régions.....	47
---------------------------	----

Les paradoxes de la verticalité : une nouvelle façon de procéder ...	50
--	----

Une expérience dans une grande région.....	59
--	----

Du local à l'international : du temps des projets au crépuscule d'un ministre.....	63
---	----

Vers de nouveaux cursus.....	65
------------------------------	----

L'intégration dans les formations doctorales.....	67
---	----

D'un G8 de la recherche au départ d'un ministre.....	69
--	----

D'un monde à l'autre : du Sud-Ouest au Sud-Est.....	72
---	----

**CHAPITRE 3**

L'enseignement supérieur à temps plein.....	79
La Direction générale de l'enseignement supérieur et son objet.....	80
L'enseignement supérieur et son sujet.....	81
L'enseignement supérieur et son organisation.....	82
Le LMD : une méthode pour une réforme durable.....	84
D'une crise à une loi et aux instruments de sa déclinaison.....	89
Des négociations pour une esquisse.....	91
Des instruments au service d'une politique : une formation doctorale renouvelée.....	92
Des instruments au service d'une politique : une contractualisation des établissements plus intégrative.....	95

**CHAPITRE 4**

Le temps des lois.....	97
Les PRES : un levier pour le développement universitaire.....	97
Une agence d'évaluation dans la loi.....	101
La question du financement de la recherche : l'Agence nationale de la recherche (ANR).....	103
Relier le monde académique au monde économique.....	106
La gestion des ressources humaines.....	108
Pour aller plus loin.....	111
Le temps de la contestation.....	116
Une stratégie nationale de recherche et d'innovation.....	118
Le CNRS au cœur du débat pour une nouvelle politique de recherche.....	120
Une refondation difficile mais nécessaire.....	122
Une communication contre-productive.....	123

**CHAPITRE 5**

L'investissement d'avenir dans l'enseignement et la recherche.....	127
L'excellence universitaire française et ses limites.....	128
Les forces d'une faiblesse française : l'exemple du plateau de Saclay.....	134
Le projet « campus de Saclay » : un peu d'histoire.....	135

**CHAPITRE 6**

L'évaluation, clef de voûte de l'enseignement supérieur et de la recherche .....	141
Des enjeux de pilotage .....	143
L'évaluation comme aide à la décision : une démarche prospective .....	144
La recherche et les formations : constats et analyses .....	146
L'évaluation <i>a posteriori</i> : une conséquence logique de l'autonomie .....	148
Du Haut Conseil d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche au classement de Shanghai .....	150

**CHAPITRE 7**

L'université : la permanence des défis .....	153
La formation et la recherche : des destins liés .....	155
La recherche un défi permanent .....	158
Une Europe de l'université .....	164
L'université sans crainte .....	166

**ANNEXES** ..... 169

Composition du groupe de travail pour la consultation sur les grands objectifs de la recherche (année 1993) .....	171
Les sites académiques du « Plateau de Saclay » (2020) .....	173
Liste des campus (2008) .....	174
Les douze campus sélectionnés .....	174
Les cinq « campus prometteurs » .....	175
Les quatre « campus innovants » .....	175
Liste des IDEX et ISITE (2020) .....	176
Liste des IDEX .....	176
Liste des ISITE .....	176